



PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR  
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales  
Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

CYCLE RENCONTRES REGIONALES DES ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

## « Quartiers en transition : Nouveaux regards, nouvelles pratiques ? »

Mardi 1<sup>er</sup> juin 2021 – 9h30 - 12h00

Rencontre en visio-conférence

La rencontre en visio-conférence organisée par l'Etat en région PACA (SGAR et DREETS) avec l'appui de Cité Ressources a rassemblé plus de 60 participants. Plus de 90 personnes s'étaient inscrites à la rencontre, avec une diversité d'origine géographique au niveau régional et une diversité d'origine professionnelle : environ 1/3 des inscrits sont des agents de l'Etat, 1/3 des inscrits sont agents des collectivités en charge de questions de cohésion sociale, de politique de la ville et de renouvellement urbain, 1/3 des inscrits viennent du monde associatif ainsi que l'inscription d'un élu : le maire de la Roques-sur-Pernes.

### Introduction et présentation des enjeux de la matinée

Par Caroline MONNIER, SGAR et Hanafi CHABBI, DREETS

*Extrait du discours introductif :*

Nous vous proposons ce temps de rencontre autour de cette thématique que nous allons questionner avec vous ce matin.

En effet, il nous semblait impensable de laisser les quelques 510 000 habitants des 128 QPV de la région PACA (soit près de 10% de la pop. paca) et de toute sa filière professionnelle, **en dehors des enjeux et des orientations de transition écologique.**

Nous pouvons dire que ces quartiers de la politique de la ville, qui forment la géographie de la concentration de la pauvreté en France, **sont en transition depuis plus de quarante ans.**

**L'histoire de la Politique de la ville c'est l'histoire d'une transition**, celui d'un passage, toujours en mouvement, d'un **état de relégation à un état de droit commun.**

Depuis plus de 40 ans, cette politique publique est portée par des orientations politiques affirmées, mais surtout elle est portée par **une charge symbolique forte**, celle de la **transformation sociale et urbaine des quartiers déshérités** ou persiste auprès des habitants un fort sentiment de relégation.

Si nous ne réduisons pas la transition écologique juste à un **changement de source d'énergie** mais à un **changement de mode de vie** alors nous pouvons dire qu'on ne peut pas laisser les QPV en dehors de la **dynamique des mesures visant la transition écologique.**

La crise sanitaire ne fait qu'accélérer l'urgence de ces différentes transitions pour les quartiers de la politique de la ville. La transition est un processus multidimensionnel qui concerne toutes les dimensions de la vie humaine. Les acteurs que vous êtes accompagneront l'impact de la transition écologique sur les territoires que s'ils en partagent bien les enjeux.

C'est de tout cela qu'il sera question ce matin dans les interventions et les échanges.

### Opportunités du plan France Relance pour accompagner la transition écologique et les quartiers de la Politique de la Ville.

Benoît MOURNET, Sous-préfet à la relance auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

En rappel, le plan France relance de 100 milliards d'euros contient des dispositifs transversaux.

Toutes les entreprises peuvent en bénéficier, y compris celles situées en quartiers politique de la ville

(QPV). Les 1% fléchés vers les QPV, sont des moyens supplémentaires ciblés vers les territoires prioritaires. Ce plan s'articule en 3 volets :

- **Transition écologique :**

Ce volet comprend un axe autour de la commande publique pour la rénovation thermique des bâtiments, la réhabilitation de logements sociaux, « Ma prime rénov » pour les particuliers et le dispositif tremplin pour les PME.

- **Compétitivité :**

Ce volet comprend des baisses de fiscalité, des subventions à travers des appels à projet (comme pour la filière aéronautique), la résilience et les territoires d'industrie.

- **Cohésion sociale et territoriale :**

Ce volet comprend divers dispositifs autour de l'accompagnement social et professionnel des jeunes : « plan un jeune - une solution », contrats d'apprentissage, emplois francs (dispositif ciblé QPV, et qui suscite une dynamique importante mais pas autant qu'espérée, car certains employeurs privilégient d'autres dispositifs), contrats aidés comme le contrat initiative emploi.

Sur ce volet, les missions locales et Pôle emploi sont de bons interlocuteurs.

Ce volet comprend aussi l'appel à projet pour les associations de lutte contre la pauvreté, aujourd'hui clos qui a rencontré un grand succès.

Si ces mesures concernent essentiellement des aides vers les entreprises, la commande publique est aussi concernée et un effort inédit est réalisé sur l'investissement local.

Il existe aussi des appels à projet spécifique : bibliothèques, friches, fabriques de territoire.

Les contrats de plan Etat Région (CPER) viennent compléter le plan France relance.

Pour Marseille, deux priorités : un plan école et un plan mobilité, et bénéficieront de financements pluriannuels dans le cadre de dispositifs hors CPER (le CPER pas suffisant).

## « Quartiers populaires et transition écologique, de quoi parle-t-on ? »

Philippe CARBASSE, Unadel

*Diaporama consultable*

Philippe Carbasse anime pour l'Unadel la plateforme « Carrefour des métiers » avec l'IRDSU et qui intègre des acteurs intéressés par le développement territorial : universités, centres de ressources, CNAM, ingénieurs... Le Carrefour des métiers existe depuis 2001, un programme de travail consacré aux transitions lancé en 2018 et s'interroge : en quoi l'enjeu de la transition écologique contribue à renouveler le développement territorial et son ingénierie ? Ce programme a fait l'objet de séminaires, visites de terrain... L'Unadel est aussi engagé dans une alliance « Fabrique de transition » qui regroupe plus de 300 organisations.

La **notion de transition** apparaît récemment et tend à remplacer celle de « développement durable » pour souligner la **nécessité de passage à l'acte** face aux urgences des enjeux écologiques.

Foisonnement conceptuel associé : bifurcation écologique, grande transition, résilience territoriale...

La définition officielle de l'ANCT évoque aussi cette notion de transformation profonde et de passage d'un système à l'autre. Il existe en fait des conceptions diverses de les mener : transformation contrainte, écologie punitive ; changements graduels ou rupture profonde ?

Où place t'on le curseur entre l'abondance et la suffisance ? Réflexion autour de nos besoins fondamentaux.

Les enjeux de **justice sociale et environnementale** sont de plus en plus mis en évidence par des études. Exemple de référence :

*La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires :*

<https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/la-transition-un-levier-de-developpement-pour-les-quartiers-populaires/>

*Des Quartiers en Transition - 20 novembre 2020 - Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques :* <https://irev.fr/thematiques/des-quartiers-en-transition/1-des-quartiers-en-transition-20-novembre-2020-le>

Pourtant, pour les habitants, souvent la transition ne fait pas sens. Nécessité de prendre en compte la question sociale pour avancer. Valoriser les savoirs faire de l'économie populaire, les initiatives en termes d'économie circulaire, d'alimentation, de nature en ville.

**Enjeu qui se diffuse dans toutes les sphères de l'action publique** : ces enjeux commencent à être structurants pour les politiques publiques et la politique de la ville en particulier. Comment cet enjeu de transition fait levier sur les problématiques de relégation, de mixité sociale, de ségrégation ? ANRU a des programmes d'action dédiés : quartiers fertiles, économie circulaire. L'ANCT intègre cet enjeu et contribue ainsi à la désectorialisation de cette question.

### **Quelle incidence de la prise en compte de cet enjeu dans l'ingénierie territoriale ?**

La question des transitions bouscule l'ingénierie territoriale. Le territoire paraît la bonne échelle de mise en œuvre et d'adaptation de l'action. Emergence de mode de faire différents : passer des notions de projet/partenariat/participation, à des logiques de co-construction, coopération pour aller vers une approche plus systémique qui concerne l'ensemble des thématiques. Rôle des développeurs territoriaux sera certes toujours la mise en œuvre de programmes d'action et dispositifs mais aussi de plus en plus amenés à jouer un rôle d'animation de réseaux, de facilitateurs, catalyseurs, d'expérimentateurs (différentiation par territoire) et de développement de coopération multiples.

### **Echanges :**

- Il convient de rester vigilant et de se poser la question : à qui ces transformations profitent t'elles ? Les changements n'ont pas toujours profité aux habitants et il existe une **méfiance des habitants** face à l'arrivée d'experts extérieurs. Or si l'habitant n'est pas au cœur de ces transformations, je doute de son efficacité.
- Philippe Carbasse : oui, beaucoup de territoires associent les questions de transition écologique et de **transition démocratique**. Beaucoup d'observateurs ou chercheurs mettent en avant la question de la justice sociale. A ce jour beaucoup d'initiatives dans les QPV sont portées par la classe moyenne, mais il existe quelques expériences riches de perspectives qui montrent que quand on part des besoins des habitants et de l'expérience de vie on arrive à cheminer et produire des choses intéressantes.
- Villes en lien (antenne PACA de l'IRDSU) participe à la démarche de recherche action. Important : la capacité des professionnels à **se rassembler en collectif** pour échanger. On rêve d'un contrat de ville intégré, d'une démarche globale avec des questions de fond partagées par les professionnels, les élus, les habitants. Or parfois il est difficile de sortir des cloisonnements. Comment faire pour investir ces sujets de fond, devenir acteur et force de proposition et d'adaptation pour nos territoires sur ce sujet ?
- La période qui arrive ouvre une **opportunité avec l'évaluation du contrat de villes**. Il existe déjà beaucoup d'usages dans les quartiers qui vont dans le sens des transitions. Nous avons besoin d'une nouvelle culture d'intervention des politiques publique sur les territoires et de multiplier les espaces d'interactions. Nous sommes déjà en transition dans nos pratiques et nous avons besoin de le rendre visible.

### **Des QPV aux QP Verts, retour d'expériences :**

Maxence ANGI et Pauline OBERTI, Lab des possibles, métropole AMP  
*Diaporama consultable*

La crise a renforcé la prise de conscience de la nécessité de la nature en ville. La démarche QPVert s'appuie sur un axe opérationnel. L'expérience du budget participatif à la Belle de Mai a montré que la plupart des projets retenus avaient un lien avec la nature. D'où l'idée de thématiser un BP au service de la transition. Au départ, le premier retour des habitants était que la transition est un problème de riches, puis des projets ont émergé. La démarche QPVert s'appuie aussi sur un axe d'accompagnement des professionnels : un benchmark de bonnes pratiques locales et plus large pour s'inspirer des nouvelles solutions devrait donner lieu à un partage au travers d'un cycle de rencontres et d'échange.

### **Echanges :**

- La complexité de la transition écologique est qu'elle doit s'appuyer sur 2 extrémités : des changements dans les pratiques individuelles, des changements des modèles qui régissent notre société.
- Comment donner envie d'aller vers une société de suffisance à des personnes qui se voient privées de l'accès à la consommation ? Comment passer d'une sobriété subie à une sobriété choisie ? Attention au risque de moralisation.
- Dans les quartiers, plus qu'ailleurs, la représentation qui domine c'est que la consommation qualifie l'identité de la personne. Comment sensibiliser au gaspillage, aux problèmes de déchets.
- Dans le cadre de l'accompagnement du budget participatif de Pertuis : vrai travail d'animation avec le conseil citoyen, un acteur associatif et l'ensemble des acteurs du contrat de ville. Comment intégrer cette démarche dans la durée dans le droit commun ? Opportunité historique de relance à articuler avec le renforcement dans la durée pour accompagner les petites associations qui jouent un rôle essentiel dans la conscientisation des habitants. Capacité de se mettre en réseau.

## Echanges dans le cadre des ateliers en sous-groupes :

### Quels enjeux pour la transition écologique dans les quartiers populaire et sur mon territoire ?

La plupart des participants formulent le souhait de changement de pratique, de changement de rapport au monde, de mode de consommation... Inquiétude de concurrence entre urgences et priorités et en même temps une conscience que travailler sur les questions de transitions implique de bouleverser l'ordre des priorités pour mettre le focus sur le vivant et les rapports sociaux, les inégalités.

Les questions de transition peuvent s'appuyer sur 2 types de leviers :

- Le cadre de vie, en favorisant par exemple une meilleure gestion des espaces verts (privilégier les essences locales...), en valorisant le quartier et son histoire, des projets qui permettent de se réappropriier son quartier.
- La sensibilisation des habitants, et particulièrement les plus jeunes, en partant des pratiques, en prenant en compte les savoir-faire des habitants, pour accompagner au changement.

La transition nécessite de prendre en compte les besoins des habitants, notamment en termes d'insertion professionnelle, et ainsi allier transition et création d'emploi.

### Quelles initiatives et expérience sur mon territoire ? Les projets pertinents à soutenir ?

Les expériences relèvent beaucoup du champ de l'alimentation, de jardins partagés, du cadre de vie. De nombreuses initiatives existent sur les territoires, avec le sentiment que souvent ces initiatives sont parcellaires, des one shots. Aujourd'hui l'enjeu réside dans l'articulation de ces pépites dans un programme plus systémique et structurant. Ces projets méritent d'être développés et intégrés dans le territoire, lien avec les acteurs et habitants.

Leviers d'actions : Sortir de l'urgence pour enclencher une vision plus prospective, dans la perspective des nouveaux contrats de ville. Comment faire en sorte de valoriser ces premières interventions pour les tisser de manière + cohérente et les développer de manière + systématique et construire des politiques publiques qui répondent aux enjeux.

Pour les professionnels : importance de la coopération entre acteurs du territoire. Rôle de la politique de la ville pour faciliter les liens. C'est la mise en lien des actions qui peut conduire à des « démarches transitoires ».

### Demain comment mieux prendre en compte ces enjeux dans les futurs contrats de ville ?

#### Quels besoins pour la suite ?

Comment le contrat de ville et les professionnels de la politique de la ville peuvent favoriser les coopérations entre acteurs, aider à sortir d'une forme de compétition et travailler sur les coopérations et les complémentarités, entre associations mais aussi avec les acteurs privés ?  
Tout le monde a un rôle à jouer, mais besoin d'un cadre qui permette ces coopérations.  
Quand on leur passe la parole, les habitants ont des idées et des suggestions de projets sur ces questions de transition.  
Par exemple : passer des appels à projets à des appels à coopération.

Besoin d'accompagnement des professionnels et des associations pour mieux prendre en compte les enjeux de la transition : besoin d'accompagnement en termes de formations, d'échanges de pratiques et permettre de s'appuyer sur une expertise, une ingénierie, des réseaux d'acteurs compétents pour soutenir des initiatives qui peuvent devenir très techniques.  
Invitation à réfléchir au passage d'une logique d'appel à projet vers une logique de confiance basée sur des contrats pluriannuels avec des groupes de porteurs et qui pourraient alimenter les futurs contrats de ville. Adaptation de notre caisse à outils.  
Le tissu associatif a besoin de soutien, financier, mais pas seulement, en partie d'une vraie reconnaissance de tout le travail du quotidien.

<p><b>Sondage d'introduction :</b> <b>Pour moi, les enjeux de transition dans les quartiers populaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fin du monde, fin du mois, même combat !</li><li>- La transition écologique, un problème de riche...</li><li>- Dans les quartiers, s'invente déjà le monde d'après.</li><li>- La transition, une opportunité les QPV !</li></ul>	<p><b>Sondage de clôture :</b> <b>« La transition dans les quartiers ça passe par... » :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Un changement de méthodes de travail</li><li>- Un changement de regard</li><li>- Plus de mobilisation des politiques de droit commun</li><li>- Plus de moyens</li><li>- Plus de participation</li></ul>
--	--

**Merci à tous pour votre participation !**